

Non à l'enseignement à crédit ! (20.9.11)

Le groupe de réflexion Itinera Institute suggère d'augmenter le minerval dans les universités. Il propose également de reporter le paiement du minerval après l'obtention d'un emploi, à condition de dépasser un certain niveau de revenus. Pour la Fédération des Etudiants Francophones, ce n'est pas acceptable. Ainsi communique la FEF.

Cette idée, déjà mise en pratique dans les pays anglo-saxons tels que le Canada, a très vite montré ses limites. Ainsi, le projet n'a pas pu répondre à l'objectif d'améliorer l'accessibilité à l'enseignement supérieur. En effet, la suppression temporaire d'un minerval n'ôte ni les freins socioculturels ni les coûts indirects liés aux études (kots, transports, nourriture, syllabus, etc.).

Mais le gros point faible de cette idée est sans aucun doute la pratique d'un endettement étudiant. L'idée commerciale « d'acheter maintenant, payer plus tard » s'applique en effet très difficilement à l'éducation. En pratique, bien que l'État ne garantisse qu'aucun remboursement ne sera demandé en dessous d'un certain seuil de revenus salariaux, le seuil est placé si bas que les travailleurs percevant un petit salaire vont ressentir les effets pervers de ce crédit.

Par ailleurs, cet enseignement à crédit entraîne de nombreux étudiants à prendre part à la course aux filières qui rapportent, comprendre celles qui amènent vers des métiers « porteurs de gros salaires ». Comme c'est le cas actuellement dans les pays anglo-saxons.

Enfin, ce think tank semble oublier que la Belgique a ratifié le pacte de New York, selon lequel l'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous, notamment par l'instauration progressive de la gratuité. Leur idée ne répond en rien au besoin de diminuer le coût des études. Au contraire, puisque Itinera Institute envisage même l'augmentation du minerval.

Pour les étudiants de la FEF, il faut arrêter de vouloir pallier par n'importe quel moyen le manque de financement de l'enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles. Rien de bon ne se fera pour l'étudiant sans un refinancement public conséquent.